

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA  
COORDINATION DE LA SECURITE  
MARITIME, DE LA SURETE MARITIME  
ET DE LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT MARIN  
(HASSMAR)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2011**

**RAPPORT FINAL**

**(AVRIL 2013)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par la Haute Autorité chargée de la coordination de la Sécurité Maritime, de la Sureté Maritime et de la protection de l'environnement Marin (HASSMAR) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Haute Autorité chargée de la coordination de la Sécurité Maritime, de la Sureté Maritime et de la protection de l'environnement Marin (HASSMAR) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## **1. Réserves**

- a) la Commission des Marchés est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR en violation des dispositions du Code des Marchés Publics. En effet, au regard des dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP, la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne peut pas prendre part aux travaux de ladite commission qui relève in fine de sa compétence et a fortiori en assurer la présidence (avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010) ;
- b) l'examen de la Demande de Propositions portant élaboration du manuel des procédures administratives, comptables et financières de la HASSMAR a permis de noter une succession de non conformités qui illustrent une insuffisante maîtrise des procédures de sélection de consultants. Ainsi, de nouveaux critères de jugement des offres ont été introduits en cours d'évaluation, les poids respectifs des notes techniques et des notes financières pour la détermination des notes globales n'ont pas été définis dans le cahier des charges. Cette situation résulte d'une définition imprécise de la méthode de sélection retenue (SFQC, SMC, SSBD). La grille de notation des offres techniques est inadaptée la Note Technique Minimale (NTM) fixée à 50 points sur 100 étant anormalement basse. Nous précisons que dans ce type de marchés (prestations intellectuelles), la qualité est un élément essentiel du choix, ce faisant, la pratique professionnelle voudrait que la NTM soit fixée à un niveau pouvant assurer à l'Autorité Contractante que le potentiel attributaire a les capacités techniques requises pour effectuer la mission. Cette NTM varie généralement entre 70 et 80 points sur 100.
- c) nous avons identifié des signes de collusion dans la procédure de DRP portant fourniture et pose de pièces de rechange pour deux véhicules attribuée à MAMA TALL pour 2 798 134 F CFA. Ces mêmes signes de collusion ont été identifiés lors de l'examen des DRP portant acquisition de pneus attribuée au GARAGE DIAMAYE pour 660 800 F CFA, acquisition de consommables informatiques et accessoires attribuée à GLOBAL BUSINESS pour 6 525 990 F CFA, acquisition de produits d'entretien attribuée à MBENDA SERVICE pour 1 312 160 F CFA, acquisition de fournitures de bureau et d'imprimés attribuée à ATS pour 4 943 020 F CFA. Ces signes de collusion ont été notés sur 35,71% en nombre représentant 50,01% de la valeur des DRP examinées illustrant la non transparence des modalités de dévolution des marchés conclus suite à une DRP.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitude subsistants à l'issue de nos travaux**

La HASSMAR tient une comptabilité de trésorerie ; ainsi, nous n'avons obtenu ni balance générale, ni balance auxiliaire des comptes fournisseurs. Le journal de trésorerie qui nous a été présenté n'a pas été audité et n'a de ce fait pas été retenu pour servir de support aux contrôles croisés. En conséquence, nous n'avons pas mis en œuvre des procédures alternatives de contrôle de l'exhaustivité des informations transmises.

A notre avis, au regard de l'importance des points évoqués ci avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	6
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1 Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	14
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	16
1.4 Tableau de synthèse des violations du CMP par marché	18
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	22
2.1 Contexte de l'intervention	23
2.2 Objectifs de la mission	24
2.2.1 Objectifs généraux	24
2.2.2 Objectifs spécifiques	24
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	25
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	27
3 Approche méthodologique	29
3.1 Revue approfondie des textes de référence	30
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	31
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	32
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	33
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	34
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	35
4 Résultats des travaux	37
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	38
4.1.1 Commission des marchés	38
4.1.2 Cellule de passation des marchés	38
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	39
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	39
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	39
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	39
4.1.5 Rappel des seuils applicables à l'HASSMAR	39
4.2 Examen des marchés	40
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	40
4.2.2 Marchés conclus suite à une Demande de Propositions	41
4.2.3 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	45

## Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HASSMAR	Haute Autorité chargée de la coordination de la Sécurité Maritime, de la Sureté Maritime et de la protection de l'environnement Marin
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**



## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

#### Observation générale sur la Commission des Marchés

La Commission des Marchés de la HASSMAR est présidée par le Secrétaire Général en violation des dispositions du Code des Marchés Publiques. En effet, au regard des dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP, la personne appelée à approuver ou à infirmer les propositions de la Commission des Marchés ne peut pas prendre part aux travaux de ladite commission qui relève in fine de sa compétence et a fortiori en assurer la présidence (avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010) ;

#### **DP portant Elaboration d'un manuel des procédures administratives, financières et comptables attribuée à ECG pour 7 375 000 F CFA**

L'intitulé du marché n'est pas adéquat, même si son montant ne dépasse pas le seuil de passation des marchés, il reste une demande de propositions en lieu et place d'une DRP ;

La note technique minimale n'a pas été fixée au préalable dans le cahier des charges mais au moment de l'évaluation des offres. Il est indiqué dans le rapport d'évaluation que « les propositions dont les notes globales sont inférieures à la note technique minimale exigée de 50 points seront rejetées ». Nous rappelons qu'en vertu du principe d'intangibilité des critères de choix, l'introduction de nouveaux critères de sélection en cours d'évaluation est interdite. Il faut préciser que pour ce type de mission, la qualité est un élément essentiel de choix ; aussi, la proportion qui a été attribuée ex-post à la note technique est anormalement basse au regard de l'exigence de qualité ci-avant mentionnée. Dans la pratique cette Note Technique Minimale ne saurait être inférieure à 70 points sur 100 ;

Une erreur a été commise sur le montant reporté dans le PV d'ouverture des offres pour le cabinet C2AD, le montant en F CFA TTC est 11 800 000 au lieu de 10 000 000 F CFA qui se trouve être le montant HTVA ;

L'évaluation des offres techniques a été retracée dans le Procès Verbal d'Ouverture des plis, un rapport d'évaluation en bonne et due forme

n'ayant pas été établi. De plus, les notes individuelles de chacun des membres de la CM n'ont pas été annexées au PV ;

La HASSMAR n'a pas mis en œuvre dans le bon ordre les procédures d'ouverture, d'évaluation et d'attribution pour un marché de prestations intellectuelles en violation des dispositions de l'article 80-5 du CMP. Les offres techniques et financières auraient dû être ouvertes en deux temps. D'abord les offres techniques qui doivent être évaluées selon les critères définis dans le cahier des charges ; puis les offres financières pour les seuls candidats dont la note atteint ou dépasse la NTM déjà précisée dans la Demande de Propositions. Au préalable, les notes obtenues lors de l'évaluation des offres techniques doivent être communiquées à tous les candidats et ceux dont la note atteint ou dépasse la NTM sont invités à assister à l'ouverture des offres financières. Nous notons que la HASSMAR ne s'est pas rigoureusement conformé à la démarche ;

Le contrat signé avec le prestataire n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement ;

Nous avons noté que la réception de la version provisoire du manuel a eu lieu le 20 janvier 2012 alors que la date limite de dépôt était fixée au 15 décembre 2011. Les pénalités de retard n'ont pas été appliquées le contrat ne comportant pas cette clause en violation des dispositions des articles 13 et 133 du CMP ;

Nous avons noté que les paiements ont été effectués TTC alors que la HASSMAR aurait dû précompter la TVA en violation des dispositions de l'article 374 du Code Général des Impôts.

#### **DRP Développement et mise en place d'un logiciel de suivi budgétaire attribuée à Mamadou Diouf Cissé pour 2 832 000 F CFA**

Les lettres d'invitation des candidats n'ont pas été classées dans le dossier ;

L'examen des offres a permis de noter que dans la liste des soumissionnaires figurent des entreprises dont le métier n'est manifestement pas le développement ou la distribution de logiciels (AFCOM INDUSTRIE, ENTREPRISES TALL & COMPAGNIE, GIE DJARUNU REW). Cette pratique est de nature à fausser la concurrence et aboutit à une dévolution des marchés dans des conditions non conformes à l'esprit du CMP ;

Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Le NINEA du candidat ENTREPRISE TALL ET COMPAGNIES en bas de page de sa facture pro forma n'est pas le même que celui inscrit sur le cachet de l'entreprise (cachet : NINEA : 44007358B1).

**DRP portant Achat de fournitures et accessoires pour séminaire attribué à SAREQ pour 598 850 F CFA**

Le SG de la HASSMAR Président de la Commission des Marchés est également membre de la Commission de Réception. Ce cumul de fonctions incompatibles n'est pas conforme à l'esprit du CMP.

**DRP portant Fournitures de bureau-imprimés et accessoires attribuée à Alliance Technologies Services pour 4 943 020 F CFA**

Les lettres d'invitation ne mentionnent pas la liste de tous les candidats consultés dans le cadre de cette procédure en violation des dispositions de Circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

**DRP portant Fourniture et pose de pièces de rechange pour deux(2) véhicules attribuée aux Etablissements Mama Tall pour 2 798 134 F CFA**

L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des similitudes laissant supposer une collusion entre fournisseurs en violation du principe de transparence.

**DRP portant Acquisition de pneus attribuée à Momar Ndiaye 7 Garage Diamaye pour 660 800 F CFA**

L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des similitudes laissant supposer une collusion entre fournisseurs en violation du principe de transparence.

**DRP portant Acquisition de produits d'entretien attribuée à MENDA SERVICE pour 1 312 160 F CFA**

L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des similitudes laissant supposer une collusion entre fournisseurs en violation

du principe de transparence.

**DRP portant Acquisition de consommables informatiques et accessoires attribuée à Global Business pour 6 525 990 F CFA**

Les lettres d'invitation adressées aux fournisseurs ne mentionnent pas la liste de tous les candidats consultés conformément aux dispositions de la circulaire n° 004 du Premier Ministre portant sur les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP. Les dates et heure limite de dépôt des plis doivent être mentionnées de manière nette et précise en lieu et place de l'expression « sous huitaine » utilisée dans la lettre d'invitation ;

L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des similitudes laissant supposer une collusion entre fournisseurs en violation du principe de transparence.

**DRP portant Assistance informatique et maintenance des équipements attribuée à DFI SERVICES pour 2 832 000 F CFA**

L'entretien permanent des équipements informatiques et téléphoniques requiert une description précise des tâches à effectuer durant toute l'année or, aucune lettre d'invitation accompagnée d'un cahier des charges n'est classée dans le dossier de passation du marché ;

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

Utiliser l'intitulé adéquat du mode de passation choisi pour les marchés ;

Eviter d'introduire de nouveaux critères d'évaluation en cours d'évaluation ;

Se conformer à l'article 80 du CMP pour la procédure relative aux prestations intellectuelles ;

Exiger des titulaires de marché l'enregistrement des contrats avant mise en règlement des factures ;

Se conformer aux articles 13 et 133 du CMP sur les mentions obligatoires à porter dans les contrats et sur l'application des pénalités de retard ;

Veiller à précompter la TVA et à la reverser à bonne date ;

Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et se conformer à l'instruction de l'ARMP relative au classement et à l'archivage des documents de marchés ;

Se conformer à la circulaire N° 004/PM/CABCP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence.

## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
<p>Des paiements sont effectués sur des contrats non soumis à la formalité de l'enregistrement ;</p> <p>Un paiement a été effectué TTC alors que la HASSMAR aurait dû précompter la TVA en violation des dispositions de l'article 308 du Code Général des Impôts.</p>
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
<p>Demander aux attributaires de soumettre les contrats à l'enregistrement avant paiement des factures ;</p> <p>Précompter la TVA et procéder à son reversement à bonne date.</p>

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**



<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON APPLICABLE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON APPLICABLE

## **1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

**TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>Description</b>	<b>DP</b>	<b>DRP</b>	<b>DRP</b>	<b>DRP</b>
<b>Nature</b>	Elaboration d'un manuel des procédures administratives, financières et comptables	Développement et mise en place d'un logiciel de suivi budgétaire	Achat de fournitures et accessoires pour séminaire	Entretien des véhicules de la HASSMAR
<b>Attributaires</b>	ECG	ETS Mamadou Diouf Cissé	SAREQ	ELTON
<b>Montants en F CFA TTC</b>	7 375 000	2 832 000	598 850	998 400
Critères d'évaluation insérés dans la grille non pertinents	√			
Terminologie utilisée non conforme au CMP	√			
Introduction de nouveaux critères d'évaluation	√			
Procès verbal d'évaluation non établi et notes individuelles des membres de la commission technique non fournies	√			
Contrat non soumis aux formalités de l'enregistrement	√			
Retard dans la réception provisoire du manuel	√			
TVA non précomptée	√			
Non exhaustivité des documents de passation des marchés		√		
Absence de consultation de fournisseurs			√	
Secrétaire Général, Président de la CPM, de la commission d'attribution et de réception			√	
Circulaire N° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre sur la procédure des DRP		√		√
Violation de l'article 6 du CPM sur l'inscription des marchés dans le PPM et transmission du PPM		√		

à la DCMF				
Violation des articles 43 et 45 du CMP sur les conditions à remplir pour prendre part aux marchés		√		
Violation de l'article 80-5 du CMP sur l'ouverture des offres en deux temps	√			
Violation de l'article 133 du CMP sur les pénalités de retard	√			

Description	DRP	DRP	DRP	DRP
<b>Nature</b>	Fourniture et pose de pièces de rechange pour deux(2) véhicules	Acquisition de pneus	Acquisition de consommables informatiques et accessoires	Acquisition réparation et entretien de 12 splits
<b>Attributaires</b>	Etablissement Mama Tall	Momar Ndiaye 7 Garage Diamaye	Global Business	Froid Express du Sénégal
<b>Montants en F CFA TTC</b>	2 798 134	660 800	6 525 990	401 200
Non respect des principes d'égalité des candidats et de transparence des procédures	√	√	√	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés		√		Pas d'anomalie significative
Circulaire N° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre sur la procédure des DRP	√		√	
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	√	√	√	

Description	DRP	DRP	DRP	DRP
<b>Nature</b>	Acquisition de produits d'entretien	Achat vaisselle	Réalisation de banderoles et impression de diplômes/participants	Restauration de trente personnes (Conseil de Surveillance)
<b>Attributaires</b>	Menda Service	Damacou Services	SAREQ	N & S GIE LA POPOTE
<b>Montants en F CFA TTC</b>	1 312 160	326 860	141 600	210 000
Non respect des principes d'égalité des candidats et de transparence des procédures	√			
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	√	√	√	Pas d'anomalie significative

Description	DRP	DRP	DRP
<b>Nature</b>	Fournitures de bureau, imprimés et accessoires	Assistance informatique et maintenance des équipements	Achat d'accessoires et de pièces de rechange informatiques
<b>Attributaires</b>	Alliance Technologies Services	DFI Services	DFI Services
<b>Montants en F CFA TTC</b>	4 943 020	2 832 000	513 300
Manque de précision des tâches requises dans le cahier des charges		√	
Non respect des principes d'égalité des candidats et de transparence des procédures	√		
Circulaire N° 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre sur la procédure des DRP	√		
Violation de l'article 7 du CMP sur les noms de marque		√	√
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	√	√	√

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;



- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,

- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2006 – 323 du 7 avril 2006 portant création du Plan National d'Interventions d'Urgence en Mer ;
- décret 2006 - 322 du 7 avril 2006 portant création de la Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité Maritime, de la Sûreté Maritime et de la Protection de l'Environnement Marin (HASSMAR) ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;

- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des Autorités Contractantes ;
- arrêté 006944 du 17 octobre 2006 portant organisation et fonctionnement de la Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité Maritime, de la Sûreté Maritime et de la Protection de l'Environnement Marin ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité Maritime, de la Sûreté Maritime et de la Protection de l'Environnement Marin pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants. » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection



des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le

contrat ? Le contrôle des prix de revient est-il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),

- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,

- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),

- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 - RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés (CM) de la HASSMAR, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée pour se conformer à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a été pris le 27 décembre 2010 (Décision N° 713/HASSMAR/CS/SP) conformément à l'article 36-1 qui dispose que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours. Nous avons noté que la Commission des Marchés est présidée par le Secrétaire Général de la HASSMAR ; il convient de préciser que dans l'esprit des dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP, la personne appelée à valider la proposition de la Commission des Marchés ne peut en faire partie et a fortiori en assurer la présidence (avis N°008/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010).

Nous notons aussi que l'acte de nomination n'indique pas les fonctions qu'occupent les membres de la Commission des Marchés alors que ces derniers bien que nommés intuitu personae le sont également es qualité ; il convient par conséquent de préciser les fonctions dans les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés.

#### **Commentaires de l'Autorité Contractante**

Sur la présidence de la commission des marchés par le Secrétaire général, cela était dû à un déficit de personnel au niveau de notre organisation. En 2011, cet état de fait avait fait l'objet d'une correspondance adressée à la Direction Centrale des marchés publics (DCMP). Cette situation a été remédiée cette année avec le renforcement du personnel ».

#### **Appréciation du Consultant**

Nous maintenons les observations formulées ci-avant et prenons acte des mesures prises par l'AC pour se conformer aux dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 27 décembre 2010 (Décision N°

714/HASSMAR/CS/SP). La même observation évoquée ci - avant relativement à l'information sur la fonction des membres de la CPM vaut pour cet acte de nomination.

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été toutes signées le 03 janvier 2011. Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la HASSMAR, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. La troisième version du PPM a été publiée le 17 novembre 2011.

##### **4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

L'AGPM a été publié dans Le Soleil du 06 janvier 2011. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### **4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA HASSMAR**

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la HASSMAR sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA HASSMAR EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	30	400	200	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	$\geq 35$

## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Appel d’offres ouvert (AOO)</b>						
<b>Appel d’offres restreint (AOR)</b>						
<b>Demande de Proposition (DP)</b>	1	7 375 000	1	7 375 000	100	100
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	14	25 094 314	14	25 094 314	100	100
<b>Entente directe (ED)</b>					-	-
<b>Avenant</b>					-	-
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>32 469 314</b>	<b>15</b>	<b>32 469 314</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>



#### 4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS

<b>DP Elaboration d'un manuel des procédures administratives, financières et comptables</b>	
<b>Date de publication de l'AGPM</b>	Le Soleil du 06 janvier 2011
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	05 septembre 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	19 septembre 2011 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	14 jours
<b>Période de validité des offres</b>	90 jours
<b>Date des lettres d'information aux candidats non retenus lors de l'évaluation technique</b>	23 septembre 2011
<b>Date d'attribution</b>	03 octobre 2011
<b>Date de notification d'attribution</b>	11 octobre 2011
<b>Date de signature du contrat</b>	17 octobre 2011
<b>Délai d'exécution</b>	2 mois
<b>Fournisseurs consultés</b>	05 : Cabinet ECG- Cabinet BND Consulting- Cabinet C2AD et Associés- Cabinet MA2C- Cabinet Magueye Niang
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 : Cabinet ECG- Cabinet BND Consulting- Cabinet C2AD et Associés- Cabinet MA2C- Cabinet Magueye Niang
<b>Attributaire</b>	<b>ECG</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>7 375 000 F CFA TTC</b>
<b>Non conformités</b>	<p>L'intitulé du marché n'est pas adéquat, même si son montant ne dépasse pas le seuil de passation des marchés, il reste une demande de proposition en lieu et place d'une DRP ;</p> <p>La note technique minimale n'a pas été fixée au préalable dans le cahier des charges mais au moment de l'évaluation des offres. Il est indiqué dans le rapport d'évaluation que « les propositions dont les notes globales sont inférieures à la note technique minimale exigée de</p>

	<p>50 points seront rejetées ». Nous rappelons qu'en vertu du principe d'intangibilité des critères de choix, l'introduction de nouveaux critères de sélection en cours d'évaluation est interdite. Il faut préciser que pour ce type de mission, la qualité est un élément essentiel de choix ; aussi, la proportion qui a été attribuée ex-post à la note technique est anormalement basse au regard de l'exigence de qualité ci-avant mentionnée. Dans la pratique cette Note Technique Minimale ne saurait être inférieure à 70 points sur 100 ;</p> <p>Une erreur a été commise sur le montant reporté dans le PV d'ouverture des offres pour le cabinet C2AD, le montant en F CFA TTC est 11 800 000 au lieu de 10 000 000 F CFA qui se trouve être le montant HTVA ;</p> <p>L'évaluation des offres techniques a été retracée dans le Procès Verbal d'Ouverture des plis, un rapport d'évaluation en bonne et due forme n'ayant pas été établi. De plus, les notes individuelles de chacun des membres de la CM n'ont pas été annexées au PV ;</p> <p>La HASSMAR n'a pas mis en œuvre dans le bon ordre les procédures d'ouverture, d'évaluation et d'attribution pour un marché de prestations intellectuelles. Les offres techniques et financières auraient dû être ouvertes en deux temps. D'abord les offres techniques qui doivent être évaluées selon les critères définis dans le cahier des charges ; puis les offres financières pour les seuls candidats dont la note atteint ou dépasse la NTM déjà précisée dans la Demande de Propositions. Au préalable, les notes obtenues lors de l'évaluation des offres techniques doivent être communiquées à tous les candidats et ceux dont la note atteint ou dépasse la NTM sont invités à assister à l'ouverture des offres financières. Nous notons que la HASSMAR ne s'est pas rigoureusement conformé à la démarche qui sied.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Respecter le principe d'intangibilité des critères de sélection ;</p> <p>Annoncer dans la Demande de Propositions les critères d'évaluation des offres et leurs poids respectifs et ne pas en introduire de nouveaux en cours de processus ;</p> <p>Transmettre les notes techniques aux candidats à l'issue de l'évaluation des offres techniques ;</p> <p>Bien appliquer les taux de pondération pour la détermination des notes globales ;</p> <p>Se conformer à l'article 80 du CMP pour la procédure relative aux</p>

	<p>prestations intellectuelles ;</p> <p>Demander aux titulaires de marchés de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement avant tout paiement ;</p> <p>Se conformer aux articles 13 et 133 du CMP sur l'application des pénalités de retard.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour l'introduction de nouveaux critères, nous prenons acte des observations sur l'opportunité d'introduire de nouveaux critères de sélection en cours d'évaluation. Cela est aussi valable pour l'erreur commise sur les montants reportés dans le PV d'ouverture des offres pour le Cabinet C2AD, même si elle n'a pas une incidence sur le choix d'un attributaire.</p> <p>Concernant la note technique minimale de 70/100, nous n'avons pas connaissance d'un seuil fixé par la voie réglementaire. Et à notre avis, la note de 50/100 est correcte.</p> <p>Enfin, ce marché ne peut être qualifié que d'une DRP car remplissant toutes les conditions de qualification fixées par les dispositions de l'article 78 du décret N° 2011- 1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Les observations sont notées. Cependant, nous portons à votre connaissance que la loi n° 2012-31 du 31 Décembre 2012 relative au Code Général des Impôts à son article 372 alinéa 3.b dispose que les Agences de l'Etat ne sont plus soumis au régime de précompte de la TVA.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Sur l'opportunité d'introduire de nouveaux critères de sélection en cours d'évaluation et sur l'erreur de report du montant de l'offre d'un des candidats dans le PV d'ouverture, vous confirmez les observations que nous avons faites sur ces deux points. Par conséquent, nous maintenons nos réserves sur ces points.</p> <p>Sur la note technique minimale, vous avez avancé que vous n'avez pas connaissance d'un seuil fixé par voie réglementaire. En effet, c'est l'initiateur du marché qui fixe la note technique minimale pour les marchés de prestations intellectuelles. Cependant, dans la pratique, pour ce type de mission dont la qualité est un élément essentiel de choix, la note technique minimale oscille entre 70 et 80 points sur 100. Et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>Sur la qualification du marché, il convient de noter que ce n'est pas le montant du marché uniquement qui en détermine le mode de passation. En effet les prestations consistant principalement dans la</p>

	<p>réalisation d'études, de travaux de recherche, de services de conseil, d'ingénierie ou d'assistance relèvent d'un marché de prestations intellectuelles quelle qu'en soit la taille. Et ces marchés, sont conclus suivant une procédure spécifique autre que la procédure de DRP réservée aux travaux, fournitures et services autres que les prestations intellectuelles.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations, sur ce point.</p> <p>Sur la soumission des contrats à la formalité de l'enregistrement avant paiement, vous avez avancé que les Agences de l'Etat ne sont plus soumises au régime de précompte de la TVA. Il convient de noter que le décret auquel vous faites référence date de 2012, alors que la revue porte sur l'année 2011.</p>
--	---

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

<b>DRP DEVELOPPEMENT ET MISE EN PLACE D'UN LOGICIEL DE SUIVI BUDGETAIRE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	<p>Cinq (5) fournisseurs ont présenté des offres</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ENTREPRISE TALL ET COMPAGNIES ETC 3 091 000 FCFA</li> <li>- AFCOM INDUSTRIE 2 902 500 FCFA</li> <li>- ETS MAMADOU DIOUF CISSE 2 832 000 FCFA</li> <li>- ADL SERVICES 3 127 000 FCFA</li> <li>- GIE DJARIGNE SUNU REEW 3 009 000 FCFA</li> </ul>
<b>Attributaire</b>	ETS MAMADOU DIOUF CISSE
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	2 832 000
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner n'ont pas été classées dans le dossier ;</p> <p>L'examen des offres a permis de noter que dans la liste des soumissionnaires figurent des entreprises dont le métier n'est manifestement pas le développement ou la distribution de logiciels (AFCOM INDUSTRIE, ENTREPRISES TALL &amp;COMPAGNIE, GIE DJARUNU REW). Cette pratique est de nature à fausser la concurrence et aboutit à une dévolution des marchés dans des conditions non conformes à l'esprit du CMP ;</p> <p>Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p>

		Deux numéros de NINEA différents du candidat ENTREPRISE TALL ET COMPAGNIES apparaissent sur la facture pro forma et le cachet de l'entreprise.
<b>Recommandations</b>		<p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation conformément à l'instruction de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marchés ;</p> <p>Veiller à l'application rigoureuse de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à assurer une réelle transparence des procédures de passation.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<b>de</b>	Sur la qualification des entreprises, nous vous signalons que les entreprises que vous avez citées sont bel et bien compétentes pour exécuter ce marché.
<b>Appréciation du Consultant</b>	<b>du</b>	<p>Sur la qualification des entreprises en question, il convient de souligner que le « développement et la mise en place de logiciel de suivi budgétaire » est un marché de prestations intellectuelles, nécessitant des capacités techniques et un personnel qualifié, dont les entreprises en question ne disposent pas, car évoluant dans le commerce général et les prestations de services ordinaires.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point et sur les autres points.</p>

<b>DRP PORTANT ACHAT DE FOURNITURES ET ACCESSOIRES POUR SEMINAIRE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non indiquée
<b>Date de dépôt des offres</b>	Non indiquée
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	17 février 2011
<b>Attributaire</b>	<b>SAREQ</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>598 850</b>
<b>Date d'attribution</b>	17 février 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	18 février 2011
<b>Non conformités</b>	Le SG de la HASSMAR est le président la Cellule de passation des marchés, de la commission d'attribution des marchés et de la cellule de réception. Ce cumul de fonctions n'est pas conforme à l'esprit du CMP.
<b>Recommandations</b>	Se conformer aux dispositions des articles 28, 29 et 83 du CMP.
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	Les observations sont notées. Le cumul incompatible de fonction de Secrétaire Général était dû à un manque de personnel. Il a été remédié à cette situation cette année (2013) avec la mise à la disposition de la HASSMAR d'un personnel complémentaire. A signaler que la contrainte d'effectif a été chaque fois portée à la connaissance de la DCMP et nous vous avons présenté des correspondances qui l'attestent.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous prenons acte de vos commentaires et des mesures prises en 2013 pour remédier à cette situation.  Nous maintenons néanmoins les observations formulées dans notre rapport provisoire.

<b>DRP PORTANT ENTRETIEN DES VEHICULES DE LA HASSMAR</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	29 avril 2011
<b>Date de dépôt des offres</b>	12 mai 2011 – 09.H.30
<b>Délai de préparation des offres</b>	13 JOURS
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	12 mai 2011 – 09.H.30
<b>Fournisseurs consultés</b>	5 (Cinq)
<b>Attributaire</b>	<b>ELTON</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>998 400</b>
<b>Date notification d'attribution</b>	06 juin 2011
<b>Contrat</b>	13 juillet 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	Exécution suivant bons de commandes
<b>Non conformités</b>	Les lettres d'invitation ne mentionnent pas tous les candidats consultés conformément à la Circulaire n°004 du PM sur les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.
<b>Recommandations</b>	Mentionner sur la lettre d'invitation les noms des autres candidats consultés conformément à la Circulaire 004 du 31 mars du PM.
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	Aucun
<b>Appréciation du Consultant</b>	-



<b>DRP PORTANT FOURNITURE ET POSE DE PIECES DE RECHANGE POUR DEUX(2) VEHICULES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non indiquée
<b>Date de dépôt des offres</b>	Non indiquée
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	01 juin 2011 – 09.H.30
<b>Fournisseurs consultés</b>	Ets Mama TALL.....2 798 134 FCFATTC Garage TIEMOKHO.....2 802 500 FCFATTC Thierno NIANG.....2 828 460 FCFATTC Momar NDIAYE 7.....2 908 700 FCFATTC Ndiaga SARR.....3 032 600 FCFATTC
<b>Attributaire</b>	<b>ETABLISSEMENT MAMA TALL</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>2 798 134</b>
<b>Date notification d'attribution</b>	Non indiquée
<b>Contrat</b>	--
<b>Bon de commande</b>	07 juin 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	08 juin 2011
<b>Non conformités</b>	Des similitudes suspectes sont notées dans la présentation et le contenu des factures pro-forma qui laissent voir qu'elles ont été dressées par une même source ou des sources liées.
<b>Recommandations</b>	Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence.
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	Les éventuelles collusions entre fournisseurs qui ne peuvent être que supposées selon votre appréciation, sans preuve formelle, ne sont pas de notre responsabilité. Cependant, une plus grande vigilance sera observée et le renforcement de capacité de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés sera mis en œuvre, notamment pour l'année en cours et les années suivantes.

<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Sur les pratiques collusives, l'examen des offres des candidats nous a permis de constater les mêmes anomalies sur leurs factures pro forma, signes de collusion entre soumissionnaires ou de simulation de concurrence de la part de l'Autorité Contractante. Et ce serait trop imprudent de votre part d'avancer que nous ne disposons pas de preuves formelles.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p>
-----------------------------------	---

<b>DRP PORTANT ACQUISITION DE PNEUS</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non indiquée
<b>Date de dépôt des offres</b>	Non indiquée
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	22 mars 2011 à 10.H.00
<b>Fournisseurs consultés</b>	Ets Mama TALL..... 712 800 FCFATTC Garage TIEMOKHO..... 761 000 FCFATTC Maison du PNEU..... 719 800 FCFATTC Momar NDIAYE 7..... 660 800 FCFATTC Ndiaga SARR..... 828 950 FCFATTC
<b>Attributaire</b>	<b>MOMAR NDIAYE 7 GARAGE DIAMAYE</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>660 800</b>
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	23 mars 2011
<b>Contrat</b>	--
<b>Bon de commande</b>	24/03/ 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	24/03/2011
<b>Non conformités</b>	Des similitudes suspectes sont notées dans la forme et le fond sur les factures pro-forma qui laissent voir que les dites factures ont été dressées par une même source ou des sources liées.
<b>Recommandations</b>	Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence.
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	Les éventuelles collusions entre fournisseurs qui ne peuvent être que supposées selon votre appréciation, sans preuve formelle, ne sont pas de notre responsabilité. Cependant, une plus grande vigilance sera observée et le renforcement de capacité de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés sera mis en œuvre, notamment pour l'année en cours et les années suivantes.

<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Sur les pratiques collusives, l'examen des offres des candidats nous a permis de constater les mêmes anomalies sur leurs factures pro forma, signes de collusion entre soumissionnaires ou de simulation de concurrence de la part de l'Autorité Contractante.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p>

<b>DRP PORTANT ACQUISITION DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET ACCESSOIRES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	21 février 2011
<b>Date de dépôt des offres</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	12j
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	03 mars 2011 à 10.H.00
<b>Fournisseurs consultés</b>	AIDA THIAM.....6 985 600 F CFA TTC K2S MULTI SERV..... 7 089 440 F CFA TTC GIE JAGIS..... 6 949 610 F CFA TTC GLOBAL Business..... 6 525 990 F CFA TTC GTS GALAXIE TEC... 6 953 150 F CFA TTC
<b>Attributaire</b>	<b>GLOBAL BUSINESS</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>6 525 990</b>
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	03 mars 2011
<b>Notification d'attribution</b>	04 mars 2011
<b>Contrat</b>	--
<b>Bon de commande</b>	08 mars 2011
<b>Bordereau de livraison</b>	09 mars 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	09 mars 2011
<b>Non conformités</b>	Des indices de pratiques collusives sont relevés à travers des similitudes suspectes dans la forme et le fond constatées dans les offres qui proviennent ou d'une même source ou de sources liées biaisant ainsi la concurrence.
<b>Recommandations</b>	Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence.
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	Nous prenons acte des observations qui ont été faites. Néanmoins, les éventuelles collusions entre fournisseurs qui ne peuvent être que supposées selon votre appréciation, sans preuve formelle, ne sont pas de notre responsabilité. Cependant, une plus grande vigilance sera observée et le renforcement de capacité de la

	commission des marchés et de la cellule de passation des marchés sera mis en œuvre, notamment pour l'année en cours et les années suivantes.
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Sur les pratiques collusives, l'examen des offres des candidats nous a permis de constater les mêmes anomalies sur leurs factures pro forma, signes de collusion entre soumissionnaires ou de simulation de concurrence de la part de l'Autorité Contractante.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p>

<b>DRP PORTANT ACQUISITION REPARATION ET ENTRETIEN DE 12 SPLITS</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non indiquée
<b>Date de dépôt des offres</b>	Non indiquée
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	19 juillet 2011 à 10.H.00
<b>Fournisseurs consultés</b>	FROID 2000..... 472 000 F CFA TTC FROID MODERNE..... 542 800 F CFA TTC FROID EXPRESS.....401 200 F CFA TTC FROID TOTAL.....570 000 F CFA TTC LIBERTE DE GESTION. 601 800 F CFA TTC
<b>Attributaire</b>	<b>FROID EXPRESS DU SENEGAL</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>401 200</b>
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	19 juillet 2011
<b>Notification d'attribution</b>	Nil
<b>Contrat</b>	-
<b>Bon de commande</b>	20 juillet 2011
<b>Attestation de service fait</b>	25 juillet 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	-
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP PORTANT ACQUISITION DE PRODUITS D'ENTRETIEN</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non indiquée
<b>Date de dépôt des offres</b>	Non indiquée
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	02 mai 2011 à 09.H.45
<b>Fournisseurs consultés</b>	MENDA SERVICE.....1 312 160 F CFA TTC ESPACE GLOBAL..... 1 448 450 F CFA TTC SOUMBAR EXPRESS... 1 474 410 F CFA TTC TECHNOPOINTE PLUS..1 495 060 F CFA TTC I.F.F. Sarl ..... 1 569 400 F CFA TTC
<b>Attributaire</b>	<b>MENDA SERVICE</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>1 312 160</b>
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	02 mai 2011
<b>Notification d'attribution</b>	-
<b>Contrat</b>	--
<b>Bon de commande</b>	03 mai 2011
<b>Bordereau de livraison</b>	04 mai 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	-
<b>Non conformités</b>	Des indices de pratiques collusives sont relevés à travers des similitudes suspectes dans la forme et le fond constatées dans les offres qui proviennent ou d'une même source ou de sources liées.
<b>Recommandations</b>	Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence.
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	Les éventuelles collisions entre fournisseurs qui ne peuvent être que supposées selon votre appréciation, sans preuve formelle, ne sont pas de notre responsabilité. Cependant, une plus grande vigilance sera observée et le renforcement de capacité de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés sera mis en



	œuvre, notamment pour l'année en cours et les années suivantes.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Sur les pratiques collusives, l'examen des offres des candidats nous a permis de constater les mêmes anomalies sur leurs factures pro forma, signes de collusion entre soumissionnaires ou de simulation de concurrence de la part de l'Autorité Contractante. Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.

<b>DRP PORTANT ACHAT DE VAISSELLE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non indiquée
<b>Date de dépôt des offres</b>	Non indiquée
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	18 mai 2011 à 10.H.00
<b>Fournisseurs consultés</b>	DAMACOU Services..... 326 860 F CFA TTC GIE DJAGARAF 433 945 F CFA TTC GIE YA.CE 407 690 F CFA TTC THIARGANE ENTREP 381 140 F CFA TTC E.C.P.S ..... 472 059 F CFA TTC
<b>Attributaire</b>	<b>DAMACOU SERVICES</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>326 860</b>
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	20 mai 2011
<b>Notification d'attribution</b>	-
<b>Contrat</b>	--
<b>Bon de commande</b>	23 mai 2011
<b>Bordereau de livraison</b>	24 mai 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	-
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP PORTANT REALISATION DE BANDEROLES ET IMPRESSION DE DIPLOMES/PARTICIPANTS</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non indiquée
<b>Date de dépôt des offres</b>	Non indiquée
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	02 mars 2011 à 10.H.00
<b>Fournisseurs consultés</b>	SACIL.....181 720 FCFATTC AMELLE COM.....198 240 FCFATTC PANTONE.....153 400 FCFATTC PRINT IMPACT Services...169 920 FCFATTC SAREQ.....141 600 FCFATTC
<b>Attributaire</b>	<b>SAREQ</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>141 600</b>
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	2 mars 2011
<b>Notification d'attribution</b>	-
<b>Contrat</b>	-
<b>Bon de commande</b>	03 mars 2011
<b>Bordereau de livraison</b>	24 mai 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	04.03.2011
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP PORTANT RESTAURATION DE TRENTE PERSONNES (CONSEIL DE SURVEILLANCE)</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non indiquée
<b>Date de dépôt des offres</b>	Non indiquée
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	21 décembre 2011 à 09.H.00
<b>Fournisseurs consultés</b>	N&S GIE LA POPOTE.....210 000 FCFATTC Fast Food ALI BABA.....232 500 FCFATTC LINDOR'S TRAITEUR...240 000 FCFATTC PAPA GASTRO.....300 000 FCFATTC BAOL RESTO.....247 500 FCFATTC
<b>Attributaire</b>	<b>N &amp; S GIE LA POPOTE</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>210 000</b>
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	22 décembre 2011
<b>Notification d'attribution</b>	-
<b>Contrat</b>	--
<b>Bon de commande</b>	23 décembre 2011
<b>Bordereau de livraison</b>	24 mai 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	Attestation de service fait
<b>Non conformités</b>	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
<b>Recommandations</b>	Aucune
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP PORTANT FOURNITURES DE BUREAU-IMPRIMES ET ACCESSOIRES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	10 mai 2011
<b>Date de dépôt des offres</b>	19 mai 2011 à 09.H.30
<b>Délai de préparation</b>	09j
<b>Date de l'ouverture</b>	19 mai 2011 à 09.H.30
<b>Fournisseurs consultés</b>	GIE SOLIDARITE LAO... 5 368 882 F CFA TTC ALLIANCE TECHNOL.... 4 943 020 F CFA TTC LYDIA M CONSULTING. 8 767 400 F CFA TTC Ets OUMAR B. DIALLO 7 068 790 F CFA TTC ABS ENTREPRISES.....6 550 652 F CFA TTC
<b>Attributaire</b>	<b>ALLIANCE TECHNOLOGIES SERVICES</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>4 943 020</b>
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	20 mai 2011 – 10.H.30
<b>Notification d'attribution</b>	24 mai 2011
<b>Contrat</b>	30 mai 2011
<b>Bon de commande</b>	06 juin 2011
<b>Bordereau de livraison</b>	08 juin 2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	08 juin 2011
<b>Non conformités</b>	Des indices de pratiques collusives sont relevés à travers des similitudes suspectes dans la forme et le fond constatées dans les offres qui proviennent ou d'une même source ou de sources liées.
<b>Recommandations</b>	Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence.
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	Nous pensons que l'observation formulée n'a pas d'incidence notoire sur la procédure ; il y a même lieu de se demander si cela ne favorise pas les risques de collusion. Toutefois, bonne note est prise.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous maintenons les observations formulées ci-avant.

<b>DRP PORTANT ASSISTANCE INFORMATIQUE ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non indiquée
<b>Date de dépôt des offres</b>	Non indiquée
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	05 juillet 2011 à 09.H.30
<b>Fournisseurs consultés</b>	TOPO SERVICES..... 2 950 000 F CFA TTC DFI SERVICES.....2 832 000 F CFA TTC DEVEA SENEGAL.....2 891 000 F CFA TTC HORITECH.....2 973 600 F CFA TTC GUEYE EXPRESS.....2 902 800 F CFA TTC
<b>Attributaire</b>	<b>DFI SERVICES</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>2 832 000</b>
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	06 juillet 2011 à 10.H.00
<b>Contrat</b>	11 juillet 2011
<b>Non conformités</b>	L'entretien permanent des équipements informatiques et téléphoniques requiert une description précise des tâches à effectuer durant toute l'année or, aucune lettre d'invitation accompagnée d'un cahier des charges n'est classée dans le dossier de passation du marché. Il est également relevé, des indices de pratiques collusives matérialisés à travers des similitudes suspectes dans les offres des soumissionnaires qui laissent entrevoir que les dites offres proviennent ou d'une même source ou de sources liées.
<b>Recommandations</b>	Dresser des lettres d'invitation accompagnées de cahier de charges décrivant précisément les spécifications techniques des fournitures demandées ;  Veiller à ne pas citer de noms de marque ou à défaut les faire suivre de la mention « équivalent » ;  Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence.
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	Les observations sont notées. Cependant, cette dépense n'a pas atteint le seuil pour une DRP. Donc, il ne semble pas nécessaire de contacter les fournisseurs par lettres d'invitation, conformément aux dispositions de la Circulaire n° 004 / PM / CAB du 31 Mars 2009.
<b>Appréciation du</b>	Nous prenons acte de vos commentaires sur ce point. En effet,

<b>Consultant</b>	l'autorité contractante choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché. Seulement, elle doit définir la nature et la consistance des prestations envisagées et les modalités techniques de réalisation d'où la nécessité d'élaborer un cahier des charges à annexer à une lettre d'invitation à soumissionner. Pour tous les points invoqués, nous maintenons nos observations, par conséquent.
-------------------	--

<b>DRP PORTANT ACHAT D'ACCESSOIRES ET DE PIECES DE RECHANGE INFORMATIQUES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Non indiquée
<b>Date de dépôt des offres</b>	Non indiquée
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date de l'ouverture des plis</b>	13 octobre 2011
<b>Fournisseurs consultés</b>	TOPO SERVICES..... 542 800 F CFA TTC DFI SERVICES..... 513 300 F CFA TTC D.B.I.....536 900 F CFA TTC HORITECH..... 537 490 F CFA TTC ETS BABA SOW..... 558 140 F CFA TTC
<b>Attributaire</b>	<b>DFI SERVICES</b>
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	<b>513 300</b>
<b>Procès-verbal d'attribution</b>	13 octobre 2011
<b>Bon de commande</b>	14/10/2011
<b>Bordereau de livraison</b>	18/10/2011
<b>Date de réception des fournitures</b>	18/10/2011
<b>Non conformités</b>	RAS
<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'Autorité contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 02 avril 2013

**A Monsieur le Secrétaire Général  
de la Haute Autorité chargée de la  
Coordination de la Sécurité Maritime,  
de la Sûreté Maritime et de la Protection  
de l'Environnement Marin  
(HASSMAR)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

**Monsieur le Secrétaire Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Secrétaire Général**, l'expression de notre parfaite considération.



**Ibra Guèye**  
Associé

## **ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

PRIMATURE

Dakar, le 22 AVR. 2013

Haute Autorité chargée de la Coordination  
de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime  
et de la Protection de l'Environnement marin  
(HASSMAR)

(Tél.) : (221) 33 823 79 75 - (Fax) : (221) 33 889 27 18  
BP : 27074/DAKAR MESSAGERIE – E-mail : [hasmar@sentoo.sn](mailto:hasmar@sentoo.sn)



*Le Secrétaire Général*

**Objet** : Transmission du rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011.

**Référence** : V/lettre s/n° du 02 avril 2013.

**P. jointe** : Un (01) tableau de réponses.

Monsieur,

Après réception du rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011 que vous nous avez adressé, je voudrais porter à votre connaissance certains éléments d'information, de réponse et d'appréciation sur le travail effectué.

S'agissant des réserves que vous avez émises :

a/- Sur la présidence de la commission des marchés par le Secrétaire général, cela était dû à un déficit du personnel au niveau de notre organisation. En 2011, cet état de fait avait fait l'objet d'une correspondance adressée à la Direction centrale des marchés publics (DCMP). Cette situation a été remédiée cette année avec le renforcement du personnel.

b/- Pour l'introduction de nouveaux critères de jugement des offres dans la demande de propositions du manuel des procédures administratives, nous prenons acte des observations qui ont été formulées. Néanmoins, concernant la fixation de la Note Technique Minimale (NTM), et par rapport à la note de 70/100, nous n'avons pas connaissance d'un seuil fixé par voie réglementaire.

c/- Les éventuelles collusions entre fournisseurs ne peuvent être que supposées sans preuve formelle et ne sauraient être de notre responsabilité. Je signale que la procédure appliquée pour toutes ces DRP, telle que prévue par l'article 78 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics a été respectée.

Aussi, les signes de collusion auxquels vous faites allusion ne peuvent être imputables à l'autorité contractante qui n'a aucune maîtrise sur les relations entre les fournisseurs. Toutefois, nous nous évertuerons désormais à former le personnel dédié aux fins de la recherche d'indices qui pourraient être révélateurs d'un signe éventuel de collusion.

Après avoir porté à votre connaissance ces éléments d'information, de réponse et d'appréciation, nous espérons que votre avis jugeant non conformes les procédures de passation et d'exécution des marchés va évoluer. En effet, dans le déroulement de ces procédures de passation et d'exécution des marchés, nous avons toujours à l'esprit les principes d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés publics.

Concernant ces principes, notre position est la suivante :

1/- Le principe d'économie peut être constaté par le fait de l'acquisition d'une quantité significative de biens par le biais de DRP sans aucun fractionnement.

2/- Les dépenses sont efficaces car avant de lancer les marchés, tous les besoins ont été bien cernés et le fournisseur titulaire a toujours présenté l'offre la moins disante.

3/- L'équité est justifiée ici par le traitement égal de tous les fournisseurs consultés.

4/- Quant à la transparence, au niveau de la HASSMAR, une commission des marchés légalement nommée procède de manière libre au dépouillement de tous les marchés de DRP pour désigner le titulaire, sous le contrôle de la Cellule.

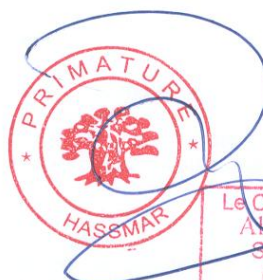
En définitive, si quelques non conformités sont notées, il n'en demeure pas moins que des éléments de conformité mériteraient d'être soulignés. Parmi ceux-là, on peut à titre d'exemple citer le classement des dossiers des marchés que vous avez jugé conforme alors que c'est l'inverse qui figure dans le projet de rapport.

Pour les autres aspects du rapport, veuillez vous reporter au tableau ci-joint.

En espérant recevoir de votre part une version corrigée du rapport provisoire, dans le sens de la prise en compte de nos observations, je vous prie agréer, **Monsieur**, l'expression de ma considération distinguée.

**A**

**Monsieur Ibra GUEYE, Associé**  
**Busines System Consulting Group**  
**12, Rue Saint Michel**  
**Dakar**



**Le Capitaine de vaisseau**  
**Aliou Moussa SOW**  
**Secrétaire Général**  
**de la HASSMAR**



**SYNTHESE DES REPONSES AUX OBSERVATIONS DE NON CONFORMITE  
SUR LA PASSATION DES MARCHES**

Observations générales sur la Commission des Marchés	<p>Nous prenons acte des observations sur le caractère incompatible de la présidence de la Commission des Marchés assurée par le Secrétaire Général. Néanmoins, nous vous informons que cette situation était due à un manque de personnel. Il a été remédié à cette situation cette année (2013) avec la mise à disposition de la HASSMAR d'un personnel complémentaire. A signaler que la contrainte d'effectif a été chaque fois portée à la connaissance de la DCMP et nous vous avons présenté des correspondances qui l'attestent.</p>
<p>DRP portant Elaboration d'un manuel des procédures administratives, financières et comptables attribués à ECG pour 7 375 000 FCFA</p>	<p>Nous prenons acte des observations sur l'opportunité d'introduire de nouveaux critères de sélection en cours d'évaluation. Cela est aussi valable pour l'erreur commise sur les montants reportés dans le P V d'ouverture des offres pour le Cabinet C2AD même si elle n'a pas une incidence sur le choix d'un attributaire.</p> <p>Concernant la note technique minimale de 70/100, nous n'avons pas connaissance d'un seuil fixé par la voie réglementaire. Et à notre avis la moyenne de 50 / 100 est correcte.</p> <p>Enfin, ce marché ne peut être qualifié que d'une DRP car remplissant toutes les conditions de qualification fixées par les dispositions l'article 78 du décret N° 2011- 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.</p>

<p>✕DRP portant Développement et mise en place d'un logiciel de suivi budgétaire attribuée à Mamadou Diouf CISSE pour 2 832 000 FCFA</p>	<p>Nous vous signalons que les entreprises que vous avez citées sont bel et bien compétentes pour exécuter ce marché.</p>
<p>✕DRP portant Achat de fournitures et accessoires pour séminaire attribué à SAREQ pour 598 850 FCFA</p>	<p>Les observations sont notées. Le cumul incompatible de fonctions du Secrétaire Général était du à un manque de personnel. Il a été remédié à cette situation cette année (2013) avec la mise à disposition de la HASSMAR d'un personnel complémentaire. A signaler que la contrainte d'effectif a été chaque fois portée à la connaissance de la DCMP et nous vous avons présenté des correspondances qui l'attestent.</p>
<p>✕DRP portant Fournitures de bureau – imprimés et accessoires attribuée à Alliance Technologies Services pour 4 943 020 FCFA</p>	<p>Nous pensons que l'observation formulée n'a pas d'incidence notable sur la procédure ; il y a même lieu de se demander si cela ne favorise pas les risques de collusion. Toutefois, bonne note est prise.</p>
<p>✕DRP portant Fourniture et pose de pièces de rechange pour deux(02) véhicules attribués aux établissements Mama TALL pour 2 798 134 FCFA</p>	<p>Les éventuelles collusions entre fournisseurs qui ne peuvent être que supposées selon votre appréciation, sans preuve formelle, ne sont pas de notre responsabilité. Cependant une plus grande vigilance sera observée et le renforcement de capacité de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés sera mis en œuvre, notamment pour l'année en cours et les années suivantes.</p>
<p>✕DRP portant acquisition de pneus attribuée à Momar NDIAYE 7 garage Diamalaye pour 660 800</p>	<p>Les éventuelles collusions entre fournisseurs qui ne peuvent être que supposées selon votre appréciation, sans preuve formelle, ne sont pas de notre responsabilité. Cependant une plus grande vigilance sera observée et le renforcement de capacité de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés sera mis en œuvre, notamment pour l'année en cours et les années suivantes.</p>

DRP portant Acquisition de produits d'entretien attribuée à MBENDA SERVICE pour 1 312 160 FCFA	Les éventuelles collusions entre fournisseurs qui ne peuvent être que supposées selon votre appréciation, sans preuve formelle, ne sont pas de notre responsabilité. Cependant une plus grande vigilance sera observée et le renforcement de capacité de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés sera mis en œuvre, notamment pour l'année en cours et les années suivantes.
DRP portant acquisition de consommables informatiques et accessoires attribuée à Global Business pour 6 525 990 F CFA	Nous prenons acte des observations qui ont été faites. Néanmoins, les éventuelles collusions entre fournisseurs qui ne peuvent être que supposées selon votre appréciation, sans preuve formelle, ne sont pas de notre responsabilité. Cependant une plus grande vigilance sera observée et le renforcement de capacité de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés sera mis en œuvre, notamment pour l'année en cours et les années suivantes.
DRP portant Assistance informatique et maintenance des équipements attribués à DFI SERVICES pour 2 832 000 F CFA	Les observations sont notées. Néanmoins, cette dépense n'a pas atteint le seuil pour une DRP. Donc, il ne semble pas nécessaire de contacter les fournisseurs par lettres d'invitation, conformément aux dispositions de la circulaire n°004 /PM/CAB du 31 mars 2009.
Paielements effectués sur des contrats non soumis à la formalité d'enregistrement	Nous prenons acte et promettons d'y remédier
Demande aux attributaires de soumettre les contrats à l'enregistrement avant paiement des factures	Les remarques sont notées. Cependant, nous portons à votre connaissance que la loi n°2012-31 du 31 décembre 2012 relative au nouveau code général des impôts à son article 372, alinéa 3.b dispose que les Agences de l'Etat ne sont plus soumis au régime du précompte de la TVA.